

Don 68286



# SOLIDARITE

AVEC LA CLASSE OUVRIERE



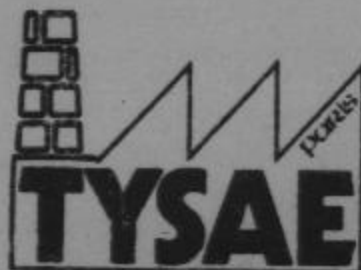
# ARGENTINE

## BULLETIN

## D'INFORMATION

JUIN 1981

14 Rue Nanteuil - 75015



EDITORIAL

BDIC

Le présent bulletin est l'organe du TYSAE (Travailleurs et Syndicalistes argentins en Exil). A travers lui on essaie de diffuser parmi les travailleurs français, leurs syndicats et aussi toutes les organisations démocratiques, de solidarité, la situation que subissent les travailleurs argentins, la privation de tous ses droits élémentaires, la persécution, la répression, la mort.

Mais aussi on veut faire connaître la résistance, les luttes que mènent les travailleurs argentins et qui n'ont pas cessé depuis l'instauration de la dictature militaire en mars 1976.

Cette information est un appel à la solidarité à tous les travailleurs français, à leurs organisations syndicales, puisque le sort des travailleurs argentins est inséparable de celui des travailleurs de France et du monde entier.

La solidarité internationale a joué et peut encore jouer un rôle fondamental dans la dénonciation de la Dictature militaire argentine, et dans l'appui aux combats de la classe ouvrière, pour l'obtention des pleins libertés syndicales, la libération des travailleurs et syndicalistes emprisonnés ou séquestrés par les Forces Armées, etc.

Le TYSAE (Paris), qui est composé par des syndicalistes et travailleurs argentins exilés en France, mène une lutte depuis plusieurs années pour faire connaître la situation du mouvement ouvrier argentin, pour développer la solidarité du peuple français.

Aujourd'hui ce travail doit encore se poursuivre et se renforcer; la Junte Militaire a placé à la tête de l'Etat un autre général, Viola, celui qui était à l'époque du coup d'Etat le chef de l'Armée de Terre qui exerça la répression la plus sanglante. Ce gouvernement entend poursuivre la politique de surexploitation des travailleurs, d'interdiction totale de leurs activités syndicales, de répression. On connaît déjà des nouveaux cas d'assassinat, d'emprisonnement des travailleurs depuis l'accèsion du nouveau "chef d'Etat". On sait aussi que les "Commissions de "Parents des Disparus et Detenus" et "Folles de la Place de Mai" continuent leur lutte inlassable pour l'apparition en vie de leur proches, que les travailleurs affrontent une situation d'attaque à leur conditions élémentaires de vie, avec un chômage chaque fois plus grand, des fermetures d'usines, la destruc-

tion de leurs syndicats.

Les conditions pour développer la solidarité en France sont meilleurs qu'auparavant, IL FAUT AGIR, nous vous appelons à travailler avec nous, en faisant connaître d'abord ce bulletin et en prenant contact avec nous pour discuter les possibilités de travail à côté des travailleurs argentins.



TYSAB 15 Juin 1981

BDIC

EVOLUTION DES CONFLITS OUVRIERSJANVIER - AVRIL 1981

L' evolution de la situation ouvrière durant cette période, qui se chevauche entre la fin du gouvernement Videla-Martinez de Hoz et le début du gouvernement Viola-Sigault, est marqué par une détérioration de la situation salariale. La dévaluation de la monnaie (40%) a entraîné une augmentation du coût de la vie, non suivie les salaires. Au même temps que des attaques directes: réduction de l'indice mensuel de l'augmentation des salaires minimums et des pourcentages de base fixés par les conventions de travail. Autre exemple, la dénonciation faite par le comité d'Entreprise de Mercedes Benz sur la pression exercée par le Ministère d'Economie pour que les entreprises leaders arrêtent l'indexation des salaires.

Parallèlement, le gouvernement et la patronale tentent de baffouer les conquêtes et conventions sur les conditions de travail. Le prédécesseur de Walter Klein, au poste de Secrétaire d'Etat à la Programmation, M. Jorge Benalcazar, a reconnu dans une déclaration du 11/3/81 (journal "Cronica") que "dans les cinq dernières années, 1976 à 1981, les salariés ont travaillé gratuitement pendant deux ans, conséquence de la grande perte de participation dans la distribution des revenus".

La riposte ouvrière se fait sentir de façon inégale selon les secteurs, mais s'élargit peu à peu. L'ascension de Viola n'a pas freiné le développement de la résistance face aux mesures anti-ouvrières.

Dernièrement les employés des banques se sont mobilisés contre la suppression de la "loi de stabilité" 12.537 (qui fixe les indemnités pour licenciements, les vacances, et implique la suppression de la carrière bancaire) et affecte au même titre que les employés de banques, les employés d'assurances. La dérogation de la loi est une demande de la patronale pour pouvoir mettre à la rue les travailleurs vue la situation de crise du milieu financier (plus de 10.000 employés de banque ont été déjà licenciés !) jusqu'à maintenant la riposte du syndicat a été: "travail avec tristesse" (décidé dans une assemblée des délégués de Buenos Ayres à la fin du mois de janvier). Le 12 février 1981 le syndicat se déclare en "état de mobilisation". Cela n'a pas débouché sur des actions importantes. Le 26 février des arrêts de travail partiels se sont enregistrés dans 12 sièges bancaires, la plus part à Buenos Ayres. Au niveau du syndicat d'Employés d'Assurances, la seule réponse a été une publicité, signée par del Valle, apparu dans les journaux demandant l'intervention de Viola.

La situation des ouvriers des usines automobiles est aussi très grave. Licenciements et départs "volontaires" à Peugeot, suspensions massives de travailleurs à Fiat, licenciements à Renault. Ford de Gonzalez Pacheco a licencié 600 travailleurs dès le début de l'année.

À Mercedes Benz, localisé à Gonzalez Catán, la patronale avait licencié 300 ouvriers dès le début de l'année. Le 10 avril des arrêts de travail d'une heure se sont produits contre les licenciements et pour la reouverture de la cantine.

À Sevel (Fiat, Peugeot) les suspensions atteignent 5.000 travailleurs au milieu du mois d'avril, dans les localités de Caseros et Berazategui et aussi à Cordoba.

À F.A.E., sur 1.400 travailleurs il en restent 250 que contre le licenciement ont commencé une grève totale au début du mois de mars.

Chez les travailleurs de presse la mobilisation se développe autour de la défense du travail dans le journal "La Opinion" qui menace d'être supprimé après d'avoir été liquidé par l'intervention de l'État (CONAREPA). Ainsi une publicité a été publiée dans les journaux avec la mobilisation solidaire des journalistes et ouvrières du Syndicat. La publicité se titrait: "L'Opinion à la dérive. Et les travailleurs? La lutte doit s'élargir pour la défense des travailleurs de l'Opinion et la défense du statut des journalistes.

Au niveau des ouvriers du textile, l'intervention militaire essaie d'accélérer la "normalisation" du Syndicat.

Dans une des usines Grafa, l'année 80 avait fini par un arrêt de travail d'une heure le 31. Au retour des vacances d'été les patrons ont donné une augmentation de 21 % pour éviter un conflit, mais les ouvriers le refusent et demandent 51 %.

Dans "Algodonera" au retour des vacances une Assemblée demande 50 % d'augmentation (un ouvrier gagne un moyenne \$2300 (heure)).

BDIC

45 DETENUS-DISPARUS de l'usine FIAT (Caseros)

voici une liste des détenus-disparus de l'usine Fiat, dont le secrétaire général du Syndicat des "mécaniciens" a dit qu'ils seraient au nombre de 45. Ceci est une démonstration claire de l'objectif de la Dictature de briser la résistance des travailleurs.

(la liste est incomplète)

ABREGU, Marcelo

FERRI, Roberto E.

LELLIN, Nestor G.

ROMERO, Jorge

VALIGNO, Dario M.

VIZZINI, Antonio R.

BUSTILLO, Ramon S.

GARCIA CASTANEDA, P.

LOPEZ, Luis A.

TAMAYO, Antonio R.

WILLEMBERG, Rodolfo

CARLISANO, Francisco

GIMENEZ, Roberto A.

REYES, Oscar O.

VALINO, Maria M.

VILLABRILE, Eduardo

MARIANINI,

VALINO, Maric

BDIC

BDIC

A 12 ANS DU "CORDOBAZO"

Un délégué du SMATA (syndicat des Mécaniciens) Cordoba, nous raconte son expérience dans cette mobilisation des travailleurs qui a mis en échec "une dictature militaire":

Pour mieux comprendre la situation du pays au 29 Mai 1969, il va falloir revenir un peu en arrière, au moins trois années. Lorsque, après 3 ans, de 1963 à 1966, le Gouvernement "Radical" ne peut pas trouver dans ses schémas une solution à la continuelle progression de la classe ouvrière et à la prétention à de meilleures conditions de vie, il commence à avoir un impressionnant mouvement de grèves, d'occupation d'usines, etc. Naturellement tout était suivi étroitement par les Forces Armées, lesquelles, le 28/6/66 décident de mettre fin au gouvernement Illia (nom du président radical) et appliquent la méthode et le plan que l'Armée Argentine utilise depuis 1810, c'est à dire la force, l'assassinat, la violation des droits fondamentaux de la classe ouvrière, lesquels ont été conquis au prix du sang ouvrier. Ce plan n'était viable que mené avec de la force et de la violence; c'est pour cela qu'elle commence pour réprimer toutes les organisations d'étudiants, des universités, pour après frapper durement la classe ouvrière. Ceci a été fait plus subtilement, cherchant à utiliser tous ceux qui aurait pu leur être utile, tel la bureaucratie syndicale, qui le 29/5/69 avait de très bonnes relations avec le Gouvernement militaire "Ongania", comme le prouve le fait d'assister ensemble à l'Assemblée de Genève, cette même semaine.

A partir du 28/6/66 toutes les "conventions collectives de travail" ont été bloquées et les augmentations salariales ont été faites par décret. Non contents du fait de barrer le chemin à la classe ouvrière des décrets ont été promulgués pour lui enlever des droits qu'elle avait conquis, comme a été le cas pour les "mécaniciens" avec le "Samedi Anglais".

La réduction des droits continuait et la C.G.T. feignait ne pas le voir, mais le mécontentement de la "base" commençait à apparaître. Ceci a amené la direction syndicale à décréter une grève pour "calmer les tensions"; logiquement ils auraient voulu que chaque ouvrier reste chez soi, en train de jouer au football ou aux cartes, pendant qu'ils profiteraient pour négocier ses intérêts (loi des Oeuvres Sociales). Mais ils n'ont pas pris en considération le fait que les travailleurs, au moins ceux de Cordoba, ne le voulaient pas.

Nous, les mécaniciens, avons voulu faire le 14/5/69, une grande assemblée de 10.000 ouvriers, et nous l'avons faite, ayant été brutalement réprimés (elle a été convoquée pour protester contre la politique

BDIC

anti-ouvrière du gouvernement). Ils sont arrivées quelques scènes violentes : des ouvriers brutalement frappés et sur lesquels ont été lancés des bombes de gaz dans un local fermé. Le lendemain les mécaniciens n'ont pas travaillé pour protester contre la répression.

A partir de ce moment a commencé la discussion: Que doit-on faire ? On se bat ? Comment ? Faisons nous des manifestations ?

Tout le monde était indigné, chacun voulait parler, donner des idées, tous participaient, tous voulaient faire quelque chose, personne ne voulait rester les bras croisés. Cette inquietude de la base, non seulement chez les mécaniciens, a fait qu'il soit décidé la grève pour le 29-5-69;

La C.G.T. de Cordoba, avec Atilio Lopez et Tosco, a appelée à une reunion générale le 27-5. La comission des delegués des mecaniciens s'est réunie aussi le 27-5 après-midi et tous sentaient les pressions de la base; alors il a été décidé qu'on apporterait à la reunion générale la decision de ne pas faire "une grève de plus", mais avec une autre politique, aller travailler, abandonner le travail à 10hs et se diriger au centre de la ville pour faire une démonstration de force et protester contre la supression de droits conquis, tel "le samedi anglais", et contre le blocage des conventions.

Les forces répressives connaissaient la déciission des ouvriers. La C.G.T. Cordoba a approuvé l'abandon du travail à 10hs. Dans les usines les ouvriers continuaient à discuter entre eux, des meilleurs moyens pour faire face à la répression. Tout ça parce qu'il y avait un seul mot d'ordre: "arriver au centre de la ville, coûte que coûte". Le 28-5 après-midi sont arrivés de Buenos Aires 500 hommes très bien entraînés pour affronter les formations des travailleurs et ne pas leur permettre d'arriver au centre. Mais tout a été en vain. La formation la plus grande, Santa Isabel, a été reprimée à 10hs 30, mais on a pu percer l'hermetique barrière policial, laquelle possédait toute sorte d'equipements speciaux, des véhicules, d'armes, etc.

A 11hs, la classe ouvriere avait déjà sa première victime. Le mecanicien Maximo Mena avait été mortellement blessé, et il y avait d'autres blessés graves. Mais les ouvriers continuaient à avancer, venus de tous les coins de la ville. Du Sud Santa Isabel, du Nord Pedriel, Ilasa, de l'Est Fiat Tranxas et de l'Ouest de centaines de petites usines et ouvriers d'autres branches. On avançait 100mts et on élevait des barricades. La police reculait. A midi elle n'avait plus de bombes de gaz et tirait avec des pistolets et des mitrailleuses. Les ouvriers n'avaient pas peur, ils continuaient à avancer à 13hs la ville brulait presque partout.



Le combat s'étendait. La ville était en main de la classe ouvrière qui n'a eu besoin d'aucun parti bourgeois, ni des bureaucrates, qui ne pouvaient plus arrêter l'insurrection. A 14 hs. le Gouverneur Caballero demande (prie) aux "cordobeses" de ne pas détruire leur ville.

Qu'est-ce qu'ils détruisaient, les ouvriers ? C'étaient par hasard leurs propres biens ?

Par exemple les banques, "xerox", les grandes magasins et les magasins de voitures. Personne n'a volé ni s'est approprié rien. La discipline ouvrière était stricte. A 19 hs. les Forces Armées sont entrées dans la ville qui était en main des "petits groupes subversifs" (la guerrilla n'existait pas encore.).

Il sera difficile de connaître le bilan de la répression. Il y a eu des centaines de morts et de détenus. Il a eu aussi des Conseils de Guerre: Torre a été frappé d'une peine de 6 ans, Tosco 8 ans, mais six mois après ils seraient mis en liberté à cause de la continuelle pression des grèves de la classe ouvrière de Cordoba.

A partir du "Cordobazo" la classe ouvrière commence à vivre une nouvelle période: elle voit plus clairement beaucoup de choses, elle a besoin de véritables dirigeants qui puissent mener à bien leurs propositions. C'est comme ça qu'un an après il naît "Sitrac-Sitram" comme la première direction "classiste" dans le pays. Plus tard les mécaniciens créeront aussi leur Direction: 1972-73-74, dont on connaît très bien la trajectoire combative.

En ce nouveau anniversaire du "Cordobazo", nous devons reprendre les enseignements, puisqu'ils continuent à être valables face à cette nouvelle dictature que soumet notre pays.

On ne peut pas attendre à ce que la bureaucratie fasse quelque chose pour la classe ouvrière, mais au contraire savoir qu'ils travaillent à nouveau pour soumettre encore davantage les ouvriers, puisque la Dictature a besoin d'alliés et la bureaucratie l'a toujours été, comme elle l'a démontré historiquement sous les différentes dictatures ou "pseudo-démocraties".

Nous devons faire confiance à la classe ouvrière, et pas aux "pseudo-dirigeants" d'aujourd'hui (qui l'ont été hier); nous devons travailler auprès d'elle et donner tout ce qu'on peut pour clarifier, et aider à augmenter le niveau de conscience de nos camarades, sans leur faire croire que les choses pouvaient se résoudre à la façon des tristes expériences "foquistas": un dirigeant syndical traître ne doit pas être tué, mais il faut l'éliminer, le vaincre politiquement ensemble avec les masses travailleuses.



9.

BDIC

Paris le 4 mai 1981

O.I.T.  
COMMISSION DES LIBERTES  
SYNDICALES

CH 1221

GENEVE 22

SUISSE

Messieurs,

Le T.Y.S.A.E. (travailleurs et syndicalistes argentins en exil) a récemment informé la Fédération de l'Education Nationale qu'elle avait saisi la commission des libertés syndicales de l'O.I.T. de l'ensemble de la question de l'exercice de ces libertés en Argentine et avait déposé auprès de votre bureau un dossier complet sur ces problèmes.

La Fédération de l'Education Nationale ne peut que soutenir une telle démarche et souhaite bien entendu que l'O.I.T./B.I.T. use de tout son poids auprès du gouvernement argentin dans le sens d'un retour complet à l'ensemble des libertés dans ce pays.

Pour le cas où le rapport transmis par le T.Y.S.A.E. ne vous serait pas parvenu, la F.E.N. se tient à votre entière disposition pour vous le communiquer.

Je vous prie de croire, Messieurs, l'expression de mes sentiments syndicalistes les meilleurs.

  
Guy LE NEQUANNIC

Secrétaire national

48, rue la Bruyère 75440 Paris cedex 09 tél. 285.71.01 c.c.p. 2391-79 H Paris



## DEMOCRATIE STYLE VIOLA

Le "nouveau" Président de la République a déclaré le 13.4.81, au journal "La Nación" :

"Je pense que la liberté d'expression est un des éléments caractéristiques d'une démocratie. Comme nous allons sans aucune doute vers une démocratie, la liberté d'expression doit être tenue en compte à tout moment".

Le 26 avril on apprend qu'un cadavre a été trouvé dans la ville de San Juan, il s'agissait du corps d'un militant ouvrier, enlevé de son domicile par des personnes qui exhibent leurs cartes de membres de la Police Fédérale. Il s'agit donc du premier assassiné du Général Viola.

On peut bien se rendre compte dans quel sens va "la liberté d'expression" dont parle le président de la République Argentine.

Des différents secteurs politiques et syndicaux, essaient de démontrer qu'il y a eu un "changement", une "ouverture", avec l'arrivée du Général Viola au gouvernement. Voyons alors quel de nouveau dit le Président à ce sujet :

"Le dialogue politique, comme je l'ai déjà manifesté quelque fois, le gouvernement des Forces Armées l'a commencé avec les différents secteurs depuis le début du procès, avec la prise du pouvoir le 24 mar 1976. L'année dernière s'est matérialisé vraiment un dialogue sur des aspects divers. Cette année <sup>on</sup> continuera à chercher d'enrichir tous ces éléments qu'on été débats pendant l'année précédente et aussi on cherchera la façon de faire coïncider les différents secteurs, politiques et non politiques, sur la place qui occupe chacun d'entre eux dans la société argentine".

On voit bien que le président n'essaie même pas de démontrer qu'il y a une politique différente à celle de ses prédécesseurs. Ceci est surtout vrai par rapport au mouvement ouvrier et ses syndicats. S'il y a des progrès dans l'organisation des travailleurs c'est surtout dû à la résistance et au combat qu'ils ont mené.

Sans aller plus loin on vient de connaître que 2000 ouvriers de l'industrie automobile <sup>en 1980</sup> ont manifesté il y a quelques jours à Buenos Aires pour demander des augmentations des salaires, ils ont été réprimés et les dernières informations nous disent que quelque 200 manifestants sont encore détenus par la police.

Pour sa part, le contenu centriste du gouvernement Viola face aux travailleurs est exprimé dans le discours prononcé par le ministre du Travail, Julio Porcile

à la Conférence de Genève du Bureau International du Travail :

"On prévoit le retour au système des accords paritaires pour la fixation des salaires, mais, ceci est sujet à la régularisation définitive des Associations Professionnelles et à la dynamique qu'aura le procès de reconstitution de l'économie nationale et l'arrêt du procès inflationnaire."

Il est impossible d'être plus clair : Les accords paritaires n'existeront pas jusqu'au moment où les ouvriers ne seront plus représentés que par des Associations encadrées dans la loi réactionnaire dictée par Videla, cela veut dire : quand ils n'auront pas des vraies représentants.

Mais, même dans ces conditions, la possibilité de tels accords est conditionnée par l'arrêt de l'inflation, laquelle, si on regarde la tendance inflationniste mondiale, ne va pas s'arrêter demain.

Si on ajoute le fait de la disparition de nombreux dirigeants syndicaux et que la plupart des détenus continuent emprisonnés, on voit clairement le sens de la politique du Général Videla face au mouvement ouvrier;

Rien peut attendre la classe ouvrière de ce gouvernement.

Par contre, elle a redoublé son combat pour chasser la dictature.

Pour mener à bien ce combat, la solidarité internationale est fort nécessaire. C'est la tâche dans laquelle les travailleurs et syndicalistes dans le TYSAE veulent contribuer.



## ➔ ARGENTINE : MILLE GREVISTES ARRETES.

■ BUENOS AIRES 17 JUIN (AFP) - Plus de mille ouvriers de l'industrie automobile ont été arrêtés mercredi par la police argentine qui voulait empêcher un rassemblement devant les locaux de leur syndicat, dans le sud de la capitale, à moins de 600 mètres du siège du gouvernement, a-t'on appris de source syndicale.

Les ouvriers des principales entreprises de construction automobile de la région de BUENOS AIRES ont cessé le travail mercredi pendant 13 heures pour protester contre la politique économique du gouvernement. La Confédération Générale du Travail (centrale OBRERA) s'était déclarée mardi en état de mobilisation face à la crise économique et sociale qui affecte le pays.

C'est la première fois que le gouvernement du président Roberto VIOLA, arrivé au pouvoir en mars dernier, est confronté à une grève.

## ➔ "RENAULT ARGENTINE" MET CINQ MILLE OUVRIERS EN CHOMAGE TECHNIQUE.

■ BUENOS AIRES 18 JUIN (AFP) - "RENAULT ARGENTINE" a décidé de mettre en chômage technique à partir de jeudi et jusqu'au 3 juillet cinq mille ouvriers de son usine de CORDOBA, à 750 km au Nord Ouest de Buenos Aires, a-t'on appris mercredi à Buenos Aires auprès de l'association argentine des industries automobiles (ADEFA).

Selon la même source cette mesure est due à l'accumulation des stocks. L'ADEFA a précisé que la production de "RENAULT ARGENTINE" était de 6 201 unités en mai contre 4 531 en avril, soit une augmentation de 1 770 alors que les ventes passaient de 5 072 en avril à 3 367 en mai.

L'entreprise automobile franco-argentine appliquait déjà deux jours par semaine des mesures de chômage technique pour les mêmes raisons.

### Argentine

#### MANIFESTATION SANS PRÉCÉDENT DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE

Buenos-Aires (A.F.P. Reuter). — Environ mille deux cents ouvriers de l'industrie automobile ont été arrêtés mercredi 17 juin dans la capitale puis relâchés quelques heures plus tard. Ils avaient été appréhendés alors qu'ils tentaient de se rassembler devant le siège de leur syndicat pour protester contre les licenciements prévus dans le secteur automobile, durement touché par la récession. Cette manifestation, qui avait lieu à quelques centaines de mètres du siège du gouvernement, était la plus importante depuis l'arrivée des militaires au pouvoir en mars 1976.

Le Syndicat des ouvriers de l'automobile argentine, dominé par des firmes étrangères, est très difficile. Ford-Argentine, principal constructeur du pays, a réduit en juin sa production de 40 % en raison du niveau élevé de ses stocks et de la situation du marché. D'autres sociétés, comme Mercedes, Peugeot ou Fiat ont également enregistré une importante baisse de leurs ventes.

#### DERNIERE HEURE...DERNIERE HEURE...

Face à une nouvelle action de résistance des travailleurs Argentins contre la politique de la faim, et l'exploitation de la dictature militaire, celle-ci commença une nouvelle attaque de répression. Comme il l'a déjà fait tant de fois, le T.Y.S.A.E. appelle les travailleurs et le peuple français à se solidariser avec le peuple Argentin et sa résistance et à répudier la Dictature Militaire.

BDIC